



Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Police Métropolitaine des Transports (PMT) - Recours à l'engagement de Servir - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération du 7 juin 2021, le Conseil de Métropole a approuvé la création d'une police intercommunale nommée Police Métropolitaine des Transports (PMT). Cette police métropolitaine a vocation à intervenir sur tout le réseau de transports en commun de la Métropole et à accompagner notamment la prochaine gratuité des transports. Elle sera composée de 42 effectifs qui seront recrutés sur la période 2023-2024.

Dans ce cadre, il est envisagé de pourvoir un certain nombre de postes par concours. En effet, le concours est un gage d'investissement personnel du postulant et d'une légitime connaissance de l'environnement professionnel auquel il va être confronté. Tout recrutement par le biais d'un concours engendre une obligation de formation du futur policier municipal appelée Formation Initiale d'Application (FIA) d'une durée de 6 mois auprès du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT).

Cette volonté de la Métropole d'encourager le recrutement d'agents lauréats du concours doit se traduire d'un point de vue opérationnel par une stabilisation des effectifs et la préservation de ces emplois issus de concours pendant un certain nombre de mois.

Dans ce contexte, il est proposé de recourir à l'article L. 423-10 du Code général de la fonction publique relatif à l'engagement de servir des policiers municipaux. Depuis janvier 2022, ce dispositif permet aux communes ou établissements publics ayant recruté des agents issus du concours de leur proposer la signature d'un engagement de servir, pour 3 ans.

En cas de rupture de cet engagement, l'agent rembourse, à la demande de l'employeur territorial, une somme forfaitaire qui prend en compte le coût de sa FIA. Les modalités de calcul de ce montant forfaitaire tiennent compte du temps passé par l'agent sur son poste après sa titularisation, conformément aux taux applicables aux fonctionnaires des trois cadres d'emplois de la police municipale. Une dispense totale ou partielle peut être accordée à l'agent qui rompt son engagement pour des motifs impérieux, notamment tirés de son état de santé ou de nécessités d'ordre familial.

La mise en place d'une obligation de servir, à compter de la titularisation de l'agent, permettrait de fidéliser les emplois pourvus et participerait au maintien d'un effectif stable au sein de ce service.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la mise en place d'un engagement de servir pour les agents de la police métropolitaine des transports ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-235640-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Modèle Engagement de Servir PMT.docx
- Modèle de courrier engagement de servir.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.